



Ebisu

Études japonaises

51 | 2014

Le rapprochement franco-japonais dans l'entre-deux-guerres

Jean Ray ou un regard français sur la politique extérieure du Japon dans les années 1920-1940

ジャン・レイ：1920～1940年代日本の対外政策に対する一フランス人の見解

Jean Ray, a French Perspective on Japanese Foreign Policy in the 1920s-1940s

Arnaud Nanta



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ebisu/1409>

DOI : 10.4000/ebisu.1409

ISSN : 2189-1893

Éditeur :

Institut français de recherche sur le Japon (UMIFRE 19 MAEE-CNRS), Maison franco-japonaise

Référence électronique

Arnaud Nanta, « Jean Ray ou un regard français sur la politique extérieure du Japon dans les années 1920-1940 », *Ebisu* [En ligne], 51 | 2014, mis en ligne le 01 novembre 2014, consulté le 01 mai 2019.

URL : <http://journals.openedition.org/ebisu/1409> ; DOI : 10.4000/ebisu.1409

Jean Ray ou un regard français sur la politique extérieure du Japon dans les années 1920-1940

Arnaud NANTA

ジャン・レイ：1920～1940年代日本の
対外政策に対する一フランス人の見解

アルノ・ナンタ

Jean Ray, a French Perspective on Japanese
Foreign Policy in the 1920s-1940s

Arnaud NANTA

▼ **Mots-clés** : France, Japon, entre-deux-guerres, colonisation, Seconde Guerre mondiale, juriste, droit international, Mandchourie

L'auteur : Arnaud Nanta est historien des sciences humaines au Japon et chargé de recherche au CNRS. Il travaille sur l'histoire de l'archéologie, de l'anthropologie et des études historiques au Japon de Meiji à nos jours ainsi qu'en Corée coloniale, tout en insistant sur leurs implications politiques.

Résumé : Docteur en droit, le sociologue et juriste Jean Ray (1884-1943) fut un pont important entre la France et le Japon

durant l'entre-deux-guerres. Soutien du Japon impérial et défenseur de l'expansionnisme japonais, il reste important du fait de ses contributions sur l'histoire du Japon contemporain – depuis les débuts de Meiji jusqu'à l'attaque contre Pearl Harbor qu'il justifia pleinement. Si Ray est connu pour ses travaux sur le droit français, c'est la dimension historique de son œuvre, ainsi que ses interventions politico-juridiques, qui retiendront notre attention. On tentera d'éclairer ainsi l'historiographie de langue française sur le Japon durant l'entre-deux-guerres, ainsi que les relations et connivences franco-japonaises à l'époque des empires coloniaux.

▼ キーワード

フランス、日本、両大戦間期、植民地主義、アジア・太平洋戦争、法学者、国際法、満州国

著者

日本の人文科学の歴史を専攻し、一級研究担当官（准教授）としてフランス国立科学研究センターに所属。明治以降の考古学史、人類学史、史学史と、植民地朝鮮における学知の歴史を検討しつつその政治的な意義も分析している。

要旨

法学博士、社会学者、ジュリストだったジャン・レイ（1884–1943）は、両大戦間期に日仏の重要な架け橋となった人物である。帝国日本と日本による侵略戦争を支持したジャン・レイの、明治期から彼が正当化した真珠湾攻撃にいたるまでの現代日本史研究への貢献は現在でも、両大戦間期の歴史を専門とする研究者の間で良く知られている。レイはフランス法の業績で知られているが、本稿ではその業績の歴史学的側面とレイの政治的法学的姿勢に注目し、両大戦間期フランスの日本史研究の一側面を明らかにしながら帝国主義の時代の日仏関係の「忘れられた」一面も照らし出したい。

▼ **Keywords:** France, Japan, Interwar Period, Colonialism, Second World War, Jurist, International Law, Manchuria.

The Author: Arnaud Nanta is a historian of human sciences in Japan and research fellow at the French National Center for Scientific Research. He specialises in the history of archaeology, anthropology and historical studies in Japan from the Meiji era to the present day, and in colonial Korea, all the while emphasising their political implications.

Abstract: Jean Ray (1884-1943), the sociologist, law professor and Doctor of Law, was an important bridge between France and Japan during the interwar period. A supporter of imperial Japan and its military expansion, Ray remains important today due to his works on contemporary Japan, from the early Meiji era through to Pearl Harbor, an attack he fully condoned. Although Ray is known for his studies on French law, this article will analyse his historical papers as well as his political and legal assertions. I will attempt to shed light on French historical studies on Japan during the interwar period as well as on relations and understandings between the two countries during the age of colonial empires.

Jean Ray ou un regard français sur la politique extérieure du Japon dans les années 1920-1940

Arnaud NANTA*

Le sociologue et juriste Jean Ray (1884-1943), docteur en droit, fut un pont important entre la France et le Japon durant l'entre-deux-guerres. Soutien du Japon impérial et défenseur de l'expansionnisme japonais, il reste important du fait de ses contributions sur l'histoire du Japon contemporain – depuis les débuts de l'ère Meiji jusqu'à l'attaque contre Pearl Harbor qu'il justifia pleinement. Pourtant, il a été oublié par les milieux orientalistes après 1945, sans doute à cause de ses prises de position avant et pendant la guerre. Revenir sur les écrits de Ray permet d'éclairer l'historiographie de langue française sur le Japon durant l'entre-deux-guerres, ainsi que les relations et connivences franco-japonaises à l'époque des empires coloniaux.

Les premiers contacts entre Ray et le Japon remontent à la période de la Première Guerre mondiale, quand, diplômé de l'École normale supérieure en 1907, il fut nommé, de 1916 à 1919, septième professeur en droit français à la chaire du même nom à l'université impériale de Tokyo. Il ne fut pas titulaire de l'Université française, mais cumula au Japon et en France des postes à dimension culturelle ou diplomatique, durant la période où étaient construites la Maison franco-japonaise à Tokyo (Nichifutsu kaikan 日佛會館, 1924) et son pendant de Kyoto, l'Institut franco-japonais du Kansai (Kansai nichifutsu gakkan 関西日佛學館, 1927).

* CNRS, MFJ UMIFRE 19 (MAEDI/CNRS).

Si Ray est connu pour ses travaux sur le droit français, c'est la dimension historique de son œuvre, ainsi que ses interventions politico-juridiques, qui retiendront notre attention. D'une part, Ray critiqua de façon continue une certaine vision française « esthétisante » du Japon, à une époque encore marquée par le japonisme. D'autre part, il défendit les positions du Japon au niveau international, notamment comme expert devant la Société des Nations, suite à l'incident de Mandchourie (1931), puis lors de la guerre de l'Asie et du Pacifique (1937-1945).

Ces prises de position se situent dans le contexte particulier de l'entre-deux-guerres, alors que la France et le Japon tentaient, avec Clemenceau ou Claudel dans les années vingt, un rapprochement défensif contre l'expansion américaine et l'Angleterre, avec laquelle l'alliance anglo-japonaise n'avait d'ailleurs pas été renouvelée en 1921. Au-delà des « jeux » européens, la question de l'Extrême-Orient est évidemment essentielle : pour la France, un bloc sud constitué par l'Indochine, le Yunnan, Gwanzhou (Canton) et Shanghai ; et pour le Japon, un arc nord comprenant Xiamen 廈門 (Amoi), la baie de Jiaozhou 膠州灣, la Corée et la Mandchourie. Juste après que le Japon eut fait pression sur la Chine républicaine, en 1915, les relations sino-françaises se dégradèrent à leur tour quand, après-guerre, la France exigea auprès du nouveau régime des indemnités pour l'incident des Boxers, puis interrompit toute réunion avec la Chine cinq années durant. Enfin, la Conférence de paix de Versailles (1919) vit les intérêts japonais de Micronésie confirmés, seuls remparts – vu du Japon – contre l'avancée américaine dans le Pacifique. Tout semblait donc réunir, au début des années 1920, un bloc franco-japonais qui, pour des raisons certes différentes, défait « l'hégémonie anglo-américaine ».

Après avoir esquissé le parcours de Jean Ray du début des années 1920 au début des années 1940, c'est-à-dire du lendemain de la Conférence de Versailles jusqu'à Pearl Harbor, nous décrirons, dans un deuxième temps, les arguments qu'il développa après l'incident de Mandchourie (1931). Enfin, nous nous pencherons sur ses discours au début de la guerre du Pacifique, tout en réfléchissant au sens que l'on peut leur conférer.

1. De la critique de Versailles à l'incident de Mandchourie puis à Pearl Harbor

La biographie de Jean Ray¹ est plus difficile à cerner que dans le cas d'un universitaire « classique », mais son parcours est exceptionnel pour l'époque. Après avoir quitté son poste à l'université impériale de Tokyo, Ray devint conseiller juridique pour le gouvernement japonais durant vingt-cinq ans, d'abord auprès du ministère japonais des Affaires étrangères, d'octobre 1918 à mars 1924, puis, après un séjour en France, de mars 1927 à août 1929 (Sugiyama² 1946 : 52-54). Soit un séjour de dix ans au Japon entre 1916 et 1929, précisément au moment où la Maison franco-japonaise était mise en place. Ces séjours lui auraient permis de travailler sa capacité de lecture de la langue japonaise³. Il fut dans cet intervalle conseiller juridique à l'ambassade de l'Empire du Grand Japon à Paris, d'août 1924 à février 1927, puis encore de 1929 jusqu'à son décès en mai 1943. En juillet 1924, il fut décoré de l'Ordre du Trésor sacré, 3^e classe (Kun san-tō Zuihōshō 勳三等瑞寶章) (Sugiyama 1946 : 60 ; Chujo 2012 : 372). En 1922, il fut également choisi comme précepteur français du jeune prince Hirohito (Chujo 2012 : 110, 162)⁴.

Ray fut également membre du conseil de la Dotation (*i.e.* Fondation) Carnegie pour la paix internationale – Centre européen, à Paris. Il fut soutenu pour le Comité de Paris de la Maison franco-japonaise, au ministère des Affaires étrangères, au moment où, entre 1933 et 1939, les juristes s'implantaient à la Maison franco-japonaise (Anonyme 1969 ; Frank & Iyanaga 1974) sous la direction de Léon Julliot de La Morandière (1885-1968) puis de Léon Mazeaud, et avec Sugiyama Naojirō 杉山直治郎 (1878-1966), son ancien collègue à l'université de Tokyo (MAE 1934 : 5) et figure importante de la Maison franco-japonaise dans les décennies 1930 à 1950. Puis

1. Nous suivons ici des notes émanant de Ray lui-même, des notices nécrologiques publiées dans les années 1940, et des textes historiques sur la Maison franco-japonaise : Ray 1939, Sugiyama 1946, Anonyme 1949, Frank & Iyanaga 1974, Chujo 2012. Nous tenons à remercier MM. Christophe Marquet et Miura Nobutaka pour leur aide précieuse.

2. Sugiyama connaissait Ray depuis 1916.

3. Du moins est-ce ce que rapporte Sugiyama Naojirō (Sugiyama 1946 : 59). Cela n'est néanmoins pas certain à la lecture des textes de Ray.

4. Le français aurait été la seule langue étrangère apprise par le prince impérial.

l'Association japonaise des juristes de langue française (Nihon futsugo hōsōkai 日本佛語法曹會) fut créée en 1937. Enfin, Ray fut directeur de 1934 à 1940 de la Série C « Sociologie juridique et morale » de la revue académique *Annales sociologiques*, qui fit suite à *L'Année sociologique*, de Durkheim.

Jean Ray est connu pour ses sommes juridiques sur le Code civil, notamment son *Essai sur la structure logique du Code civil français* (Ray 1926a)⁵ ou son *Index du Code civil* (Ray 1926b), ouvrages tous deux parus en 1926. En 1935, il collabora avec la Maison franco-japonaise à une somme concernant les textes juridiques japonais postérieurs à Meiji (collectif 1935)⁶. Cependant, il déplaça sa réflexion vers le droit international après la Conférence de paix de Versailles de 1919, c'est-à-dire après avoir été nommé au ministère japonais des Affaires étrangères.

Cette réflexion allait porter sur la capacité de la nouvelle société internationale, née du règlement de la Première Guerre mondiale, à légiférer et à s'immiscer dans les conflits régionaux sur la planète. La Société des Nations (créée en 1921) avait-elle légitimité pour imposer des décisions aux États membres ? Ray s'interrogeait et demanda, dans ses écrits, si les décisions de la société avaient réellement valeur de « droit », et si elles pouvaient constituer des « précédents ». Il développa à partir de là une critique visant les « anglo-américains », les prises de position de la SDN étant jugées dissimuler une coalition d'intérêts entre ceux-là, contre lesquels la France et le Japon avaient intérêt à s'opposer de concert compte tenu de leur présence commune de l'Indochine jusqu'à la Mandchourie coloniales... Dans les années 1920, les discussions géopolitiques et militaires de ce type allaient bon train entre la France et le Japon⁷.

5. On pourra lire les avis de Sugiyama Naojirō (Sugiyama 1946 : 57) et de *L'Année sociologique* (Anonyme 1949).

6. Le même volume contient, aux pages 1-53, « À la mémoire du baron Masaakira Tomii », par Naojirō Sugiyama, Léon Julliot de la Morandière, André Lirondelle, Louis Josserand, Henri Capitant, A. Peiron et Jean Ray. Ces collections bibliographiques avaient été mises en place par Charles Haguenauer (1896-1976), dans le volume III en 1931.

7. Shinobu Chujo rapporte divers exemples de discussions en ce sens entre militaires français et japonais, en rapport avec les colonies, par exemple pour 1922 (Chujo 2012 : 108-109).

Rappelons que la SDN comprenait durant l'entre-deux-guerres au total quarante-deux membres, dont certains à la souveraineté en réalité incomplète (tels l'Irak ou l'Égypte). La majeure partie du globe était soumise à une domination coloniale par les États ouest-européens, le Japon, les États-Unis et l'Union soviétique sur ses marges : les discussions de la « société internationale » ne concernaient en réalité que les puissances coloniales.

La dimension critique des écrits de Ray, en réalité indissociable d'une certaine méfiance française vis-à-vis de la politique internationale britannique, apparaît au fil de ses publications. La liste suivante n'est pas exhaustive, mais se concentre sur ses textes de droit international ou regardant le Japon.

En 1920, Ray publia une étude intitulée *Le Traité d'alliance japoно-britannique doit-il être considéré comme incompatible avec le Pacte de la Société des Nations ?* (Ray 1920)

En 1930, il publia un *Commentaire du Pacte de la Société des Nations selon la politique et la jurisprudence des organes de la Société* (Ray 1930)⁸, où il souligne, avec dix années de recul, les difficultés de la SDN à régler des différends entre États membres.

De mars à mai 1933, alors que le Japon venait de quitter la SDN et de fonder l'État de Mandchourie l'année précédente, il donna à Paris, au Centre européen de la Dotation Carnegie, une série de six conférences intitulées « La Position, l'œuvre et la politique du Japon en Mandchourie ». Nous reviendrons sur ces conférences.

En 1935, remaniant son texte de 1930, il publia à nouveau un opuscule pour discuter des prérogatives de la SDN et de la validité de ses décisions « juridiques » : *La politique et la jurisprudence de la Société des Nations* (Ray 1935).

En 1938, Ray élargit sa réflexion de façon historique et analysa la formation d'un cadre juridique international au travers des traités signés entre les puissances depuis le xvi^e siècle, dans un article publié dans les *Annales sociologiques*, dont il était alors directeur : « La communauté internationale d'après les traités du xvi^e siècle à nos jours » (Ray 1938).

Au printemps 1941, il publia sa plus importante étude, *Le Japon grande puissance moderne* (Ray 1941), ouvrage d'histoire contemporaine dédié au

8. Fort de 717 pages, cet ouvrage reprend aussi le texte de 1920.

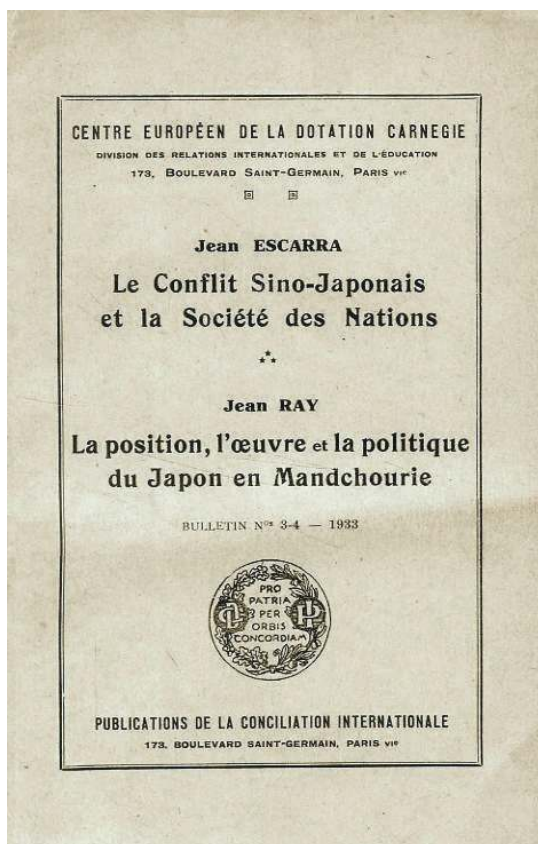
Japon et à ses institutions, du début de Meiji jusqu'à 1940. Cet ouvrage connu une édition augmentée de plusieurs chapitres en 1942, après l'attaque contre Pearl Harbor.

2. Le soutien au Japon impérial lors de l'incident de Mandchourie

En septembre 1931, l'armée japonaise du Guandong (ou Kwantung, 關東軍), alors stationnée le long des lignes de la Compagnie des chemins de fer du Sud-Mandchourien (Minami Manshū tetsudō kabushiki-gaisha 南滿洲鐵道株式會社), envahit l'ensemble du territoire de ce qui allait devenir en 1932 la Mandchourie japonaise, le Manshūkoku 滿洲國. Une lecture politique de type « *blitzkrieg* » fut développée lors du Tribunal militaire international pour l'Extrême-Orient (1946-1948), où on estima que la Mandchourie était en 1931 un territoire sous la pleine souveraineté chinoise. Une autre lecture, historienne, privilégie le temps moyen et la thèse du grignotage continu de ce territoire après 1905 par le Japon, qui profita des « droits spéciaux » liés aux lignes de chemins de fer⁹. Si ces deux positions se rejoignent en ce qu'elles considèrent la présence japonaise comme une agression, Jean Ray expliqua quant à lui que cette présence japonaise – puisqu'elle remontait à la victoire militaire de 1905 – était légitimée par sa durée même, et que la SDN, outre qu'elle méjugait la situation, n'avait aucune capacité juridique pour trancher ce différend sino-japonais.

Entre le 9 mars et le 4 mai 1933, Jean Ray donna six conférences au Centre européen de la Dotation Carnegie, à Paris, à propos de « La position, l'œuvre et la politique du Japon en Mandchourie ». Ces conférences répondaient à celles faites par Jean Escarra (1885-1955), professeur à la faculté de droit de l'université de Paris (la Sorbonne) et conseiller auprès du gouvernement chinois, c'est-à-dire du Guomindang. Auteur de nombreux

9. La Mandchourie japonaise constituait la moitié de la « Mandchourie historique ». Si les « frontières » de la Mandchourie d'avant la moitié du XIX^e siècle sont sujettes à caution, il faut se souvenir que le nord de ce territoire avait été annexé par la Russie en 1860. Voir notamment Matsukata (2001) ou Vié (2011). Voir aussi Chujo (2012) et *supra* note 7.



ouvrages sur les tensions sino-japonaises, Escarra avait donné six conférences au même Centre européen de la Dotation Carnegie entre le 12 janvier et le 23 février 1933, sur le thème : « La Société des Nations et le conflit sino-japonais ». Il avait alors défendu la position chinoise (Escarra 1933). Ray soutint la position inverse. La joute allait se poursuivre entre les deux hommes. Escarra publia en 1938 sa grande synthèse, *L'Honorable Paix*

japonaise (Escarra 1938)¹⁰, ouvrage qui considérait de façon critique l'histoire contemporaine de la Chine et du Japon, et qui analysait la politique extérieure de ce dernier sous l'angle d'une agression sans cesse renouvelée contre la Chine.

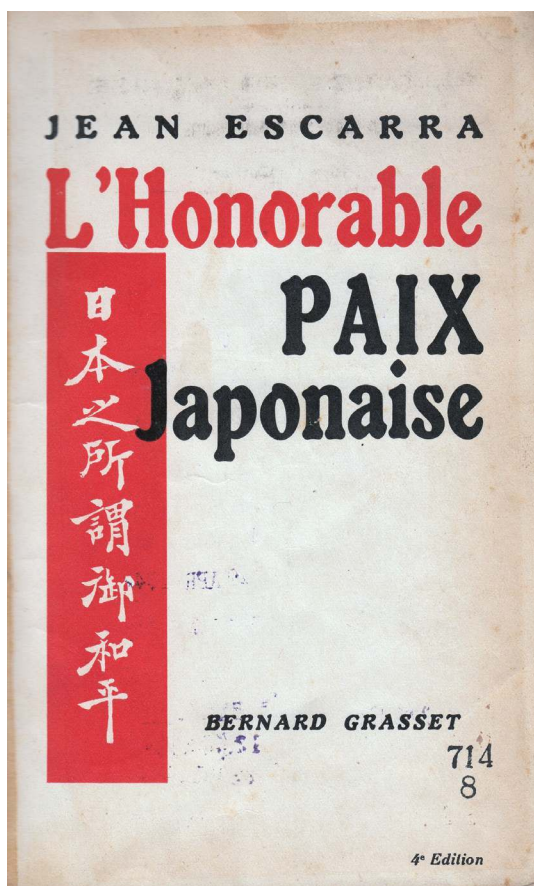
En 1933, précisant d'emblée l'objectif de sa série de conférences, Ray affirma défendre « le respect de la vérité et le souci des méthodes critiques ». Il souligna également son souhait de réfléchir sur la « valeur et la portée de la résolution [du 24 février 1933] de l'Assemblée » de la SDN (Ray 1933 : 10). C'est à la suite de cette résolution que le Japon avait quitté l'assemblée.

Les sujets de ses six conférences, ordonnés de façon thématique et chronologique, sont les suivants : I. « L'affaire de la Mandchourie devant la Société des Nations » ; II. « La question de la souveraineté chinoise » ; III. « Les droits du Japon » ; IV. « Le conflit » ; V. « Le nouvel État de Mandchourie » ; VI. « La question de la Mandchourie et la politique générale ».

La résolution de la SDN du 24 février 1933 s'appuyait sur le rapport de la commission Lytton. Celle-ci avait été mise en place à la fin de l'année 1931 afin d'enquêter sur l'incident de septembre 1931 et d'éclairer les arguments de chaque partie. Envoyée en Mandchourie entre le 20 avril et le 4 juin 1932, cette commission avait bouclé son rapport le 4 septembre 1932. Puis, à l'automne 1932, les débats de l'assemblée avaient suivi.

Le rapport Lytton peinait à convaincre Ray, et ne présentait pour lui aucune conclusion décisive qui aurait rendu possible un règlement du problème. Bref, ce rapport n'épuisait en rien la « question de la Mandchourie » (Ray 1933 : 23-24). La langue de bois de la SDN ne dissimulait selon lui que mal une mécompréhension globale de la situation particulière de la Mandchourie par les enquêteurs. En outre, il fallait tenir compte du principe de réalité, c'est-à-dire de la mise en place entre-temps de l'État de Mandchourie. Enfin, la SDN lui semblait être un instrument entre les mains des Anglo-Américains. Notamment, la présence des États-Unis dans les débats lui parut tout à fait « incorrecte » (Ray 1933 : 14). Les États-Unis,

10. Le titre de l'ouvrage est ironique, comme l'auteur l'explique en introduction. Cet ouvrage fut publié peu après le massacre de Nankin (hiver 1937), qui y est évoqué, et soulignait par ailleurs le poids de la propagande japonaise à l'intention de l'étranger.



qui n'étaient pas un État membre, lui semblaient vouloir utiliser la SDN afin d'établir une hiérarchie entre eux-mêmes et les pays non occidentaux, et ainsi d'isoler le Japon de ses alliés naturels européens.

Dans sa première conférence, portant sur la résolution de février 1933, Ray souligna que la SDN ne pouvait interdire à la France de reconnaître la Mandchourie.

« Il y a un point cependant, et un point important, sur lequel la Résolution du 24 février a pris une décision. C'est, vous le savez, en ce qui concerne l'obligation de la non-reconnaissance du nouvel État, du Mandchoukuo. Fait bien curieux ! [...] »

Vis-à-vis des parties elles-mêmes, l'Assemblée ne peut faire que des recommandations. Est-ce que l'Assemblée aurait à l'égard des tierces puissances un pouvoir plus fort qu'elle n'a vis-à-vis des parties elles-mêmes ? Ce qu'elle ne peut pas faire à l'égard de la Chine ou du Japon, est-ce qu'elle pourrait le faire à l'égard de la Grande-Bretagne ou de la France ? A-t-elle le droit de dire à la Grande-Bretagne ou à la France : vous ne reconnaissez pas le Mandchoukuo ? »

Jean Ray rappela que les résolutions de la SDN n'avaient aucune portée juridique, la SDN n'étant pas une source de droit puisqu'elle n'était pas un État supranational. Si les États membres se voyaient « recommandés » de ne pas reconnaître le Mandchoukuo, ils n'étaient en réalité nullement tenus de suivre la recommandation. Autrement dit,

« ces remarques vous indiquent l'attitude que l'on peut prendre, à l'égard de la prétendue décision concernant la "non-reconnaissance du Mandchoukuo" : cette décision ne crée aux Membres de la Société aucune obligation juridique » (Ray 1933 : 31).

Dans les conférences suivantes, Ray se pencha sur la légitimité profonde de la présence japonaise au nord-est du continent. Il expliqua dans sa conférence sur « La souveraineté chinoise » – en suivant une lecture progressive de la présence japonaise dans le nord-est asiatique et en rappelant les étapes de la constitution de la dynastie des Qing entre 1644 et 1911 – que la Mandchourie n'était aucunement une partie de la Chine et ne l'avait jamais été. Cette perspective, toujours acceptée concernant cette région disputée par la Chine, la Russie et le Japon entre 1895 et 1949, était assez commune en France à l'époque. On la retrouve par exemple dans l'ouvrage classique de Pierre Renouvin de 1946 *La Question d'Extrême-Orient* (Renouvin 1946). Autrement dit :

« Après avoir examiné en termes généraux ce que l'on peut penser de cette notion générale de la souveraineté chinoise, je voudrais maintenant vous expliquer ce que devient, en particulier, cette idée lorsqu'on l'applique à la Mandchourie. La Mandchourie ne constitue pas un élément de la Chine proprement dite, c'est un élément distinct. » (Ray 1933 : 45, 142-143)

Ray allait ensuite décrire le processus que le Japon avait suivi pour s'implanter dans la région de la Mandchourie après 1905 en repoussant les Russes dans leur tentative de pénétrer en Corée. Ce processus est d'ailleurs bien étudié par l'historiographie récente (Schmidt 2002). Et Ray de souligner que le conflit de 1931 découlait d'un différend concernant les chemins de fer, différend émanant lui-même du non-respect par les Chinois de l'accord de 1905. Non-respect à propos duquel la SDN ne pouvait de toute façon pas trancher, car « en droit international, il n'y a pas de forme impérative pour la constatation des engagements » (Ray 1933 : 95), et parce que « dans le cas qui nous occupe, on ne peut pas appliquer la doctrine courante de l'agression » (Ray 1933 : 106)¹¹ étant donné que « le Japon n'est intervenu avec l'énergie que l'on sait que pour la défense de ses intérêts menacés et de ses droits méconnus » (Ray 1933 : 110). Autrement dit, le Japon n'était pas agresseur... C'est précisément ce type de discours qu'Escarra critiquait, en analysant les « causes et prétextes » invoqués pour légitimer les opérations militaires japonaises (Escarra 1938 : 93-123).

Dans son intervention sur « Le nouvel État de Mandchourie », Ray expliqua que le Mandchoukuo n'était pas un « gouvernement de marionnettes », mais constituait un effort vers davantage de droit, de sécurité et de développement économique (Ray 1933 : 130-131). Enfin, la sixième conférence portant sur la politique générale insista, d'une part, sur le danger communiste et, d'autre part, sur la politique soviétique et américaine dans la zone Asie-Pacifique. Ce qui lui fournit l'occasion de souligner l'antagonisme opposant la vieille politique coloniale européenne et japonaise (en sphères d'influences) à la politique américaine (« la porte ouverte ») qui visait à briser la première et n'était en réalité pas opposée à Moscou.

Ces critiques contre la politique américaine ou britannique en Extrême-Orient ne constituent aucunement un détail au sein des écrits de Ray. S'il défendit et légittima la position et « l'œuvre » du Japon du fait de sa

11. La démonstration de Jean Ray n'est pas sans rappeler celle relevant de « l'engrenage inversé » qui, à notre avis, caractérise les salles historiques du musée de la guerre Yūshūkan 遊就館, rattaché au sanctuaire Yasukuni à Tokyo. En effet, ce musée explique les événements des décennies 1930 et 1940 non par un contexte plus large ou par leurs enjeux, mais en les renvoyant simplement à chaque fois aux événements directement antérieurs.

proximité personnelle avec ce pays, Ray craignait aussi le danger britannique et la montée de la puissance américaine en Extrême-Orient. En cela, il était bien un penseur typique de la France coloniale de la III^e République.

La position de Ray peut être expliquée par l'opposition entre les impérialismes de l'époque et les ambiguïtés qui en avaient découlé. C'est en effet certainement en France que l'annexion de la Mandchourie reçut alors le plus fort soutien des juristes et des publicistes contre le rapport Lytton. Ce soutien renvoie aussi à la politique extérieure française, partagée entre solidarité avec/dépendance à l'égard des États-Unis et des Britanniques, et tentation d'une entente spéciale avec le Japon envisagée notamment par la Marine – le Quai d'Orsay était plus réticent –, comme le montre l'étude de l'historien américain John Dreifort (Dreifort 1991)¹². Il y avait pour eux la possibilité de s'appuyer sur le Japon afin de défendre les possessions d'Indochine et les intérêts en Chine du Sud, contre une Chine « gagnée par le communisme ».

La position de la France était donc très différente de celle défendue par les États-Unis et les Britanniques, notamment lors de la Conférence du Caire en janvier 1943, et de l'idée que les territoires pris par le Japon avaient été « volés à la Chine »¹³.

12. On reprend ici un entretien avec Patrick Beillevaire, 14 mars 2010.

13. Le texte final de la Déclaration du Caire note : « The three great Allies are fighting this war to restrain and punish the aggression of Japan. They covet no gain for themselves and have no thought of territorial expansion. It is their purpose that Japan shall be stripped of all the islands in the Pacific which she has seized or occupied since the beginning of the first World War in 1914, and that all the territories Japan *has stolen from the Chinese*, such as Manchuria, Formosa, and the Pescadores, shall be restored to the Republic of China. Japan will also be expelled from all other territories which she has taken by violence and greed. The aforesaid three great powers, mindful of the enslavement of the people of Korea, are determined that in due course Korea shall become free and independent. » (United States Department of State 1943 : 448-449).

3. De la guerre contre la Chine à l'affrontement avec les Anglo-Américains

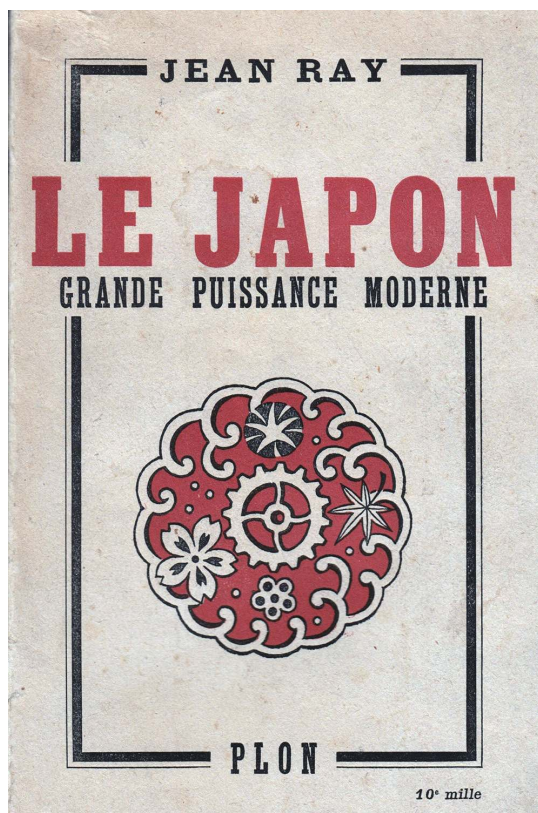
Ray avait consacré, dès 1920, puis entre 1928 et 1933, de nombreuses études au fonctionnement et aux limites de l'action de la Société des Nations. La seconde guerre sino-japonaise (1937-1945), puis le début du régime de Vichy, virent la parution de son maître-ouvrage sur le Japon, intitulé *Le Japon, grande puissance moderne*. Cet ouvrage de 1941 connut deux rééditions – dont une complétée et augmentée de plusieurs chapitres –, en 1942 puis en 1943 (Ray 1943), et fut tiré à quelque 13 000 exemplaires au total¹⁴. Entre temps, l'ouvrage fut couronné par l'Académie française et par le prix Carrière. On ne saurait mieux souligner sa bonne réception en France. Sugiyama Naojirō l'évoquait dans sa nécrologie comme « une grande œuvre qu'il [Ray] avait consacré à l'exaltation du Japon alors même que sa patrie avait été défaite » (Sugiyama 1946 : 60).

Des articles publiés par Sugiyama entre 1934 et 1942 témoignent d'une proximité de pensée entre les deux hommes, ainsi que de leur opposition commune aux « anglo-saxons » (Sugiyama 1934, 1942a, 1942b ; Fujihara 2014). Néanmoins, il n'est pas nécessairement correct de considérer le régime de Vichy comme celui d'un pays « défait ». Car celui-ci, né de la défaite de la III^e République, était bien plutôt un collaborateur actif de l'Axe et un allié du Japon en guerre. La question se pose notamment pour l'Indochine, dont Ray souligne que l'intégrité était respectée par le Japon (Ray 1943 : 208-209).

L'étude de Ray de 1941 mérite attention pour plusieurs raisons, à la fois dans le cadre de l'histoire intellectuelle, ainsi que pour retracer le cheminement de l'historiographie du Japon en France (Beillevaire 1993).

Du point de vue de l'histoire intellectuelle, d'abord, cet ouvrage a été publié durant la période de Vichy. Si l'époque pourrait ne pas être déterminante, sa lecture permet néanmoins de constater que Ray soutenait la « Plus Grande France », l'effort en vue de la victoire du Japon en Asie,

14. Si les différences entre éditions peuvent être intéressantes, nous utilisons ici la seconde édition dans son tirage de 1943. Le volume publié est indiqué sur les couvertures, mais le tirage final n'est pas certain.



et plus généralement « l'ordre nouveau ». Mais l'ouvrage ne s'épuise pas dans l'idéologie des années 1940. Il conviendrait plutôt de le situer dans une histoire plus longue des deux France qui s'opposaient déjà durant l'entre-deux-guerres, que Paxton a analysées dans *La France de Vichy* en 1972 : « la France du camping, du sport, des voyages, du tourisme collectif à pied balaierai la France des apéritifs, des tabagies, des congrès et des longues digestions », pouvait-on dire dans les années trente (Paxton 1997 : 76). Car le propos de Ray en 1941 doit être situé en continuité avec ses prises de position de 1933 et avec sa critique plus ancienne contre les

« Anglo-Américains ». Noter ceci peut paraître trivial, mais il convient de ne pas oublier que les hommes et les publicistes actifs du temps du régime de Vichy furent avant cela des hommes et des publicistes de l'entre-deux-guerres. Si la France n'était pas un État souverain entre 1940 et 1944, les vieilles tensions avec l'Angleterre ou la vision de la « France impériale » qui avaient cours alors n'étaient ni nouvelles, ni différentes de celles qui avaient existé durant l'entre-deux-guerres.

Ensuite, du point de vue de l'historiographie du Japon, la précision du Japon, grande puissance moderne interroge. Nombre de spécialistes ou de passionnés du Japon ou de l'Asie, d'Edward Morse à Ernest Fenollosa, d'Émile Guimet à Paul Claudel, s'étaient focalisés sur l'histoire de l'art et avaient concouru à produire et reproduire, depuis le XIX^e siècle, une vision esthétisante d'un Japon « éternel », tandis que les chercheurs en poste à la Maison franco-japonaise à ses débuts étaient liés à l'EFEO – donc à l'Indochine – ou bien venaient des milieux indianistes. Pourquoi les penseurs « autoritaristes » furent-ils davantage sensibles au Japon non pas « éternel », mais du temps présent, au Japon non pas des *ukiyo-e* mais de l'industrie, des institutions modernes, de l'empire colonial, ou de l'armée ? Zeev Sternhell soulignait naguère les origines « modernistes » du fascisme et ses liens avec le courant du futurisme (Sternhell 1978, 1983). Cette thèse peut être éclairante pour comprendre Ray. Mais cet ouvrage de 1941-1942 apparaît aussi comme une réponse à *L'Honorable Paix japonaise* que Jean Escarra venait de publier trois ans auparavant (Escarra 1938).

Outre une longue introduction critique, où Ray souligne le désintérêt du public français en général et des journalistes en particulier pour le Japon contemporain, l'ouvrage est composé des quatorze chapitres suivants.

I. Naissance du Japon moderne, la restauration de 1867 ; II. L'Empereur ; III. Égalité sociale et hiérarchie ; IV. La vie religieuse ; V. La famille ; VI. La vie politique ; VII. Armée et marine ; VIII. L'administration ; IX. L'expansion économique ; X. Ouvriers et paysans ; XI. Éducation et culture ; XII. L'art ; XIII. La politique étrangère ; XIV. Les possessions d'outre-mer, le Japon et l'Asie orientale.

Sans entrer dans le détail de l'ouvrage, sa précision doit être soulignée pour 1941-1942, eu égard à l'historiographie en langue française

sur le Japon. Ray proposa alors – dans les limites qui étaient les siennes – un exposé dense et précis sur l'histoire politique contemporaine du Japon des années 1867-1940. Il y présentait entre autres le processus de construction de l'armée impériale par Ōmura Masujirō 大村益次郎 (1825-1869), le fondateur de l'armée moderne, et Yamagata Aritomo 山縣有朋 (1838-1922), personnage central dans son institutionnalisation et qui fut aussi ministre de l'Intérieur et Premier ministre, en opposition à l'ancien système du *xix^e* siècle (Vié 1995) ; ou encore la gestion des colonies, considérées comme une pièce parmi d'autres au sein de l'ordre colonial mondial d'alors.

Comparons par exemple la présentation que Ray fait de la Mandchourie, dans l'édition augmentée de 1942, avec les autres terrains coloniaux comme la Corée, et voyons comme il analyse l'attaque contre Pearl Harbor, qui est présentée dans l'édition révisée de l'ouvrage.

Dès son introduction, suivant le propos tenu une dizaine d'années plus tôt, Ray rappelle l'ancienneté de la présence japonaise au nord-est du continent.

« L'oubli de l'histoire n'est pas moins dangereux que celui de la géographie. En 1931, lors du conflit sino-japonais, toutes les difficultés, certes, n'auraient pas été levées, mais elles se seraient présentées sous un jour assez différent, si l'on s'était mieux souvenu en Europe et en Amérique que depuis 1905 le Japon était présent en Mandchourie en vertu des traités conclus avec la Russie et avec la Chine, qu'il y avait déjà accompli une œuvre puissante de colonisation [...] » (Ray 1943 : v)

Cette idée est ensuite développée dans le chapitre XIII qui porte sur la politique étrangère et qui concerne notamment les guerres modernes jusqu'en 1941 (Ray 1943 : 198, 220).

Le chapitre XIV de l'ouvrage, qui traite des colonies, est éclairant dans l'optique d'une meilleure compréhension de la façon dont l'empire colonial japonais *stricto sensu* était perçu en France avant 1944, ou du moins avant la vision développée lors de la Déclaration du Caire de 1943¹⁵. Les colonisations de Taiwan et de la Corée, qui remontaient respectivement à 1895 et à 1905, sont présentées sous des abords résolument « positifs », peu

15. Cf. *supra*, note 13.

différemment de la façon dont on présentait alors en France l'Algérie ou l'Indochine, ou du portrait que dressait en 1944 un historien colonial tel que Tabohashi Kiyoshi 田保橋潔 (1897-1945) à propos de la Corée (Nanta 2012). L'on apprend aussi que Ray a visité la Corée coloniale autour de 1920, peut-être lors de la venue du maréchal Joffre (1922).

« Le peuple coréen est pauvre. Il y a un peu plus de vingt ans, lorsque je visitais les fameuses montagnes du Diamant [Kūmgangsan 金剛山], farouche massif de granit embelli de très vieux monastères bouddhiques, je rencontrais sur les chemins des coolies au service d'une mine de tungstène : ils gagnaient quelques sen (quelques sous) par jour pour un labeur épuisant. Le gouvernement japonais a fait de très grands efforts pour le développement du pays : il y a introduit l'ordre fiscal et a fait disparaître ainsi une des formes les plus lourdes de l'oppression d'autrefois. En Corée comme à Formose il a essayé de combattre l'usage de l'opium [...] L'agriculture occupe 71 pour 100 de la population [coréenne]. Les administrateurs japonais, en perfectionnant l'irrigation, en répandant l'usage des engrais et des semences sélectionnées, ont obtenu un accroissement considérable de la production. [...] » (Ray 1943 : 218)

Enfin, l'origine de la guerre du Pacifique et de l'attaque contre Pearl Harbor est imputée aux visées hégémoniques des Américains et de leurs alliés britanniques.

« Le mémorandum [américain] du 8 décembre explique pourquoi les pourparlers n'aboutirent pas : le Gouvernement de Washington demandait au Japon de n'apuyer militairement, politiquement ou économiquement en Chine aucun autre régime que celui [de Chiang Kaishek 蔣介石] à Chung-King [Chongqing 重慶] ; il demandait l'application immédiate en Chine du principe de non-discrimination commerciale, alors que le Japon, prêt à le reconnaître, entendait ne le pratiquer en Asie orientale que lorsqu'il le serait aussi dans les autres régions du monde ; le Gouvernement américain cherchait encore à peser sur la politique générale du Japon en le détachant de ses partenaires européens, il entendait maintenir sur le continent asiatique et dans toutes les régions du sud-est du Pacifique la prépondérance politique et économique des deux Puissances anglo-saxonnes, alors que toute la politique japonaise tend à l'émancipation des peuples d'Asie au sein d'un ordre nouveau. Entre les deux politiques la guerre seule devait décider : elle éclatait le 8 décembre. » (Ray 1943 : 210)

Associant défense de la colonisation moderne, telle que la menait aussi la France de la III^e République, et défense d'un projet « civilisationnel » contre l'hégémonie financière anglo-américaine, Ray ne mit à aucun moment en

cause les buts profonds de la guerre. Jean Ray, qui écrivait au milieu de la période de Vichy, tendait à davantage rapprocher le Japon de la France, plutôt que de l'Allemagne, et notait ne pas être convaincu par la parenté idéologique souvent avancée entre le Japon en guerre et l'Allemagne hitlérienne (Ray 1943 : 201). Mais quant à la guerre menée par le Japon en Asie orientale, il écrivait de façon édifiante :

« La réalisation de la prospérité commune¹⁶ est le but principal ; mais il ne s'agit pas seulement d'un développement, d'un progrès ; il s'agit d'un "ordre nouveau", et la formule revient aussi fréquemment dans les déclarations nippones que dans les déclarations allemandes. Le changement doit être d'abord politique : il s'agit de briser la prépondérance, à base financière, des pays anglo-saxons. Mais cela doit entraîner de profondes transformations d'ordre moral : les peuples d'Asie ont été humiliés, le Japon a l'ambition de leur restituer leur dignité. » (Ray 1943 : 226)

En guise de conclusion

En poste à l'université impériale de Tokyo en 1916, puis conseiller auprès du ministère des Affaires étrangères japonais jusqu'en 1943, Jean Ray joua un rôle de pont entre la France et le Japon à l'époque de la création de la Maison franco-japonaise, qu'il n'intégra pas mais à laquelle il fut lié dans les années 1920 et 1930 au travers des réseaux de chercheurs ou de travaux collectifs portant sur le droit japonais.

Opposé à la politique internationale de la Société des Nations dès sa création, fervent soutien du Japon lors de l'incident de Mandchourie en 1931, Ray prit position contre les États-Unis et l'Angleterre, ce qui l'amena à défendre une position critiquable durant deux décennies en se faisant le porte-parole en France de la politique d'agression japonaise. La politique japonaise n'était alors d'ailleurs pas nécessairement remise en question en France, au niveau de l'État, malgré les critiques que nous avons présentées. Au même moment, pourtant, au Japon, la militante féministe Yamakawa Kikue 山川菊榮 (1890-1980) notait, en novembre 1931 : « les pays capitalistes européens qui dirigent la Société des Nations ont tous leurs propres

16. Cette formulation reprend littéralement celle de « Dai Tōa *kyōei* ken » 大東亞共榮圈, soit « sphère de *coprosperité* de la Grande Asie orientale ».

colonies [...], et donc leur propre intérêt les pousse à éviter de prononcer des paroles qui pourraient les gêner par la suite s'ils voulaient eux-mêmes agir » (cité in Souyri 2014 : 145), propos qui résume les contradictions que l'on a soulignées.

Le soutien de Ray, à l'époque du régime de Vichy, à l'« ordre nouveau » et au Japon en guerre, semble achever de le condamner comme un idéologue conservateur, soutien des politiques des années 1930.

Pourtant, une lecture plus large de la politique française de l'entre-deux-guerres, qui fait une juste place à la thématique de la « France impériale » ou de la « République coloniale » d'une part, à l'antagonisme entre France et Grande-Bretagne d'autre part, permet de mieux comprendre ce soutien au Japon, dans lequel Clemenceau voyait lui aussi un allié précieux contre les « Anglo-Américains ». Quant à la critique, continue, de Ray contre la SDN, celle-ci doit être considérée au travers du problème plus large de la faiblesse de cette institution et de son incapacité à agir efficacement contre les forces qui allaient ébranler, dans les années 1930 et 1940, l'ordre mondial issu de Versailles.

Jean Ray constitue enfin un acteur important de l'histoire de la « japonologie » française, à une époque où celle-ci ne réussissait pas encore à se professionnaliser au sein de l'Université, malgré l'exception de son contemporain Michel Revon (1867-1947). Issu de l'École normale supérieure, puis ayant produit des ouvrages en dehors de l'Université, Ray trahit ainsi une certaine faiblesse des parcours savants (Monnot 2013).

À une époque où l'Europe était fascinée par un Japon esthétisé, mais presque jamais par le Japon réel, Ray décrit et analyse ainsi la politique japonaise, en métropole et sur le continent. Son propos trahit un parti pris manifeste, tout en restant documenté et précis. Il se désola du désintérêt français pour le Japon, désintérêt qui était selon lui la cause de l'incompréhension française vis-à-vis non seulement de ce pays, mais plus généralement de la situation politique en Extrême-Orient.

Dans la préface de son ouvrage de 1941, il s'interrogeait dans le même sens que l'avait fait Okakura Tenshin 岡倉天心 (1862-1913) en 1906 (Okakura 1906) :

« Des Japonais, en grand nombre, ont écrit sur leur pays, en français, en allemand, en anglais surtout. Mais ils n'ont pas toujours eu l'audience qu'ils méritaient. En 1909 le comte (depuis marquis) Okuma [Shigenobu 大隈重信] publiait, sous le titre *Fifty*

years of new Japan, un recueil d'études dont les acteurs étaient, pour la plupart, les hommes mêmes qui ont fait le Japon moderne : hommes d'État, généraux, éducateurs, financiers, juristes du premier rang ; il y a quelques années, j'ai demandé cet ouvrage à la Bibliothèque nationale : les pages n'en étaient pas coupées. » (Ray 1943 : vii)

Si l'on se gardera d'évoquer le « passé, miroir du présent », car le contexte social et universitaire a été bouleversé depuis les décennies 1950 et 1960, il reste pertinent de se demander si cette situation a beaucoup évolué, quelque soixante-dix années plus tard. La contribution de Ray qui – afin de comprendre les mécanismes de la société japonaise – s'appuyait sur les travaux d'historiens, de juristes ou d'ethnologues, conserve une actualité troublante quant à la faiblesse de la transmission des savoirs, tout en éclairant un pan « oublié » de l'histoire des relations franco-japonaises à une époque d'antagonismes et de rivalités entre puissances impérialistes.

Bibliographie

(Anonyme), 1949

« In Memoriam : Jean Ray », *L'Année sociologique*, troisième série (1940-48), 1 : XV-XVI.

(Anonyme), 1969

« Nécrologie, Léon Julliot de la Morandière », *Revue internationale de droit comparé*, 21 : 403-407.

BEILLEVAIRE Patrick, 1993

Le Japon en langue française. Ouvrages et articles publiés de 1850 à 1945, Paris, Kimé.

CHUJO Shinobu, avec son équipe

(Tetsuro NEGISHI, Atsushi ODE, Nobutaka SHINONAGA), 2012
Chronologie de Paul Claudel au Japon, Paris, Honoré Champion.

(Collectif), 1935

« Bibliographie des principaux ouvrages juridiques édités dans l'Empire japonais », *Bulletin de la Maison franco-japonaise*, 4^e supplément à la bibliographie des principales publications éditées dans l'Empire japonais, Paris, Geuthner, VII (3-4) : 54- 208.

DREIFORT John E., 1991

Myopic Grandeur: The Ambivalence of French Foreign Policy Toward the Far East, 1919-1945, Kent, Kent State University Press.

ESCARRA Jean, 1933

« La Société des Nations et le conflit sino-japonais », *Bulletin de la conciliation internationale*, Centre européen de la Dotation Carnegie à Paris, vol. 3-4.

ESCARRA Jean, 1938

L'Honorable Paix japonaise, Paris, Bernard Grasset.

FRANK Bernard & IYANAGA Shōkichi, 1974

« La Maison franco-japonaise, son histoire, ses buts, son fonctionnement », *Nichifutsu bunka* 日仏文化, 31-II : 1-103 (et planches).

FUJIHARA Sadao 藤原貞朗, 2014

« Taisen-kan ki no Nichifutsu kaikan no Tōyō gakusha to Furansu kyokutō gakuin » 大戦間期の日仏会館の東洋学者とフランス極東学院 (Les orientalistes de la Maison franco-japonaise et l'EFEU durant l'entre-deux-guerres), *Nichifutsu bunka*, 83 : 121-127.

MAE, 1934

« Le ministre des Affaires étrangères à Monsieur l'ambassadeur de France à Tokio » (Procès verbal de la réunion du Comité de Paris de la Maison franco-japonaise), 20 juillet, ministère des Affaires étrangères, archives du Bureau français de la Maison franco-japonaise.

MATSUKATA Yoshihisa Tak, 2001

The Making of Japanese Manchuria : 1904-1932, Harvard, Harvard East Asian Monographs.

MONNOT Élie, 2013

Boursiers et chargés de mission de l'Instruction publique envoyés au Japon (1860-1930). Tentatives de construction savante d'une japonologie de terrain, mémoire de master 2 Histoire et civilisations, Paris, EHESS.

NANTA Arnaud, 2012

« The Japanese Colonial Historiography in Korea (1905-1945) », in CAROLI Rosa & SOUYRI Pierre F. (dir.), *History at Stake in East Asia*, Venezia, Cafoscarina, pp. 83-105.

OKAKURA Kakuzo, 1906

Book of Tea, Londres, Putnam.

PAXTON Robert O., 1997 [1972]

La France de Vichy, 1940-1944, nouvelle édition, Paris, Seuil.

RAY Jean, 1920 [2^e édition en 1921]

Le Traité d'alliance japoно-britannique doit-il être considéré comme incompatible avec le Pacte de la Société des Nations ?, brochure imprimée à Tokyo.

RAY Jean, 1926a

Essai sur la structure logique du Code Civil français, Paris, Félix Alcan.

RAY Jean, 1926b

Index du Code Civil : contenant tous les mots qui figurent dans le texte du Code accompagnés de références à tous les articles où ils se trouvent et illustrés de citations qui peuvent en éclairer le sens ou l'emploi, Paris, Félix Alcan.

RAY Jean, 1930

Commentaire du Pacte de la Société des Nations selon la politique et la jurisprudence des organes de la Société, Paris, Recueil Sirey.

RAY Jean, 1933

La position, l'œuvre et la politique du Japon en Mandchourie, Issoudun, Imprimerie rapide du Centre.

RAY Jean, 1935

La politique et la jurisprudence de la Société des Nations, Paris, Recueil Sirey.

RAY Jean, 1938

« La communauté internationale d'après les traités du ^{xvi}^e siècle à nos jours », *Annales sociologiques*, fasc. 3 : 14-49.

RAY Jean, 1939

« Hommage au baron Tomii », in *Hommage au baron Tomii et au Professeur Capitant*, Paris, Librairie du recueil Siret, pp. 9-19.

RAY Jean, 1941 [1^{re} édition]

Le Japon, grande puissance moderne, Paris, Plon.

RAY Jean, 1943 [2^e tirage de la seconde édition révisée]

Le Japon, grande puissance moderne, Paris, Plon.

RENOUVIN Pierre, 1946

La Question d'Extrême-Orient 1840-1940, Paris, Hachette.

SCHMIDT Andre, 2002

Korea Between Empires, 1895-1919,
New York, Columbia University Press.

SOUYRI Pierre-François (dir.), 2014

Japon colonial 1880-1930. Les voix de la dissension, Paris, Les Belles Lettres.

STERNHELL Zeev, 1978

La Droite révolutionnaire. 1885-1914,
Paris, Seuil.

STERNHELL Zeev, 1983

Ni Droite Ni Gauche : l'idéologie fasciste en France, Paris, Seuil.

SUGIYAMA Naojirō 杉山直治郎, 1934

« Nichifutsu bunka kankei » 日佛文化
関係 (Les relations franco-japonaises),
Nichifutsu bunka, 5 : 53-122.

SUGIYAMA Naojirō, 1942a

« Jo » 序 (En introduction), *Nichifutsu bunka*, 8 : 1-5.

SUGIYAMA Naojirō, 1942b

« Shin Furansu hōrei oyobi Petan gensui
kokushi » 新佛蘭西法令及ベタン元帥告
詞 (Documents législatifs de la France
nouvelle et paroles du maréchal Pétain),
Nichifutsu bunka, 8 : 309-424.

SUGIYAMA Naojirō, 1946

[texte de 1944]

« Jan Rei hakase o itamu » ジャン・レイ
博士を悼む, *Nichifutsu bunka*, nouvelle
série, 10 : 51-62.

**United States Department
of State, 1943**

Foreign Relations of the United States

*Diplomatic Papers, The Conferences
at Cairo and Tehran, 1943,*

U.S. Government Printing Office.

En ligne : <http://digital.library.wisc.edu/1711.dl/FRUS.FRUS1943CairoTehran>

VIÉ Michel, 1995

Le Japon et le monde au xx^e siècle,
Paris, Masson.

VIÉ Michel, 2011

« La Mandchourie et la "Question
d'Extrême-Orient", 1880-1910 », *Cipango*, 18 : 19-78.

